

N'attends pas davantage pour t'abonner à LA VERITE

LA VERITE

Parti Communiste Internationaliste (Trotskyiste) - section française de la 4° internationale

REDICTION ADMINISTRATION

5, rue de Charonne, PARIS (11°). Tél. : ROQ. 69-52

ABONNEMENTS : 1 an : 1.200 fr. ; 6 mois : 600 fr. 3 mois : 360 fr. - Etranger : 1 an : 1.500 fr. C.C.P. Sté de Presse, Editions et Librairie 6032-01 Paris

CONFUSION ET FAUX DILEMMES UN DEVOIR URGENT

LA venue au pouvoir du général de Gaulle, par le recul certain qu'elle a marqué pour la classe ouvrière, a créé une situation nouvelle, situation complexe et difficile pour ceux qui s'interrogent sur l'avenir du mouvement ouvrier et sur les moyens de barrer la route à une réaction qui ne voudra pas se contenter d'un premier succès.

L'HEURE DE LA CONFUSION

L'HEURE est à la confusion, solennement entretenue par les grandes organisations traditionnelles et par tous ceux qui gravitent autour d'elles; après avoir assumé les plus lourdes responsabilités dans la dernière période, elles continuent à s'illustrer en semant le désarroi. Le Populaire ne cesse de dénoncer les crimes stalinistes, mais ne touche pas un mot de la situation française; « L'Humanité » ne voit en l'assassinat de Nagy qu'un incident juridique sans importance, au demeurant juste et nécessaire.

si la comparaison esquissée entre les travailleurs hongrois soulevés contre la dictature bureaucratique appuyée sur les tanks russes, et les Européens d'Algérie décidés à défendre à l'abri de l'armée française, leurs intérêts d'exploités, ne manque pas d'humour, elle n'en est pas moins significative.

De bonnes âmes ne manquent pas de s'écrier que dénoncer les meurtres de Budapest, c'est aider à la division des forces antifascistes en France. Il y a là une certaine confusion entre la cause et l'effet. Certes, ce qui ajoute au désarroi, aux difficultés de l'unité ouvrière, c'est l'assassinat de Nagy et de ses amis. Le dénoncer, affirmer que la liberté est une et indivisible — et l'oppression aussi — c'est ce qui au contraire aide à ce que se renforce une véritable opposition au pouvoir personnel, une opposition efficace parce qu'elle pourrait s'adresser aux travailleurs sans leur mentir. Le jacobinisme des avocats honieux de Khrouchchev rappelle celui de ceux qui disaient que ce n'était pas la pratique de la torture qui déshonorait l'armée française, mais le fait d'en parler...

Il y a un point commun entre ceux qui se refusent désormais à « faire l'unité » sur quoi que ce soit avec les « communistes » et ceux qui, au contraire, demandent que l'on passe l'éponge, ou même pour l'instant, ils se situent, les uns et les autres, sur le terrain du P.C.F., c'est par rapport à lui qu'ils se déterminent, il est le sujet de toute politique française: il ne

reste qu'à le maudire ou à l'accepter tel qu'il est. Les uns et les autres, en définitive, sont des « opposants », désespérés ou honteux, mais des opposants.

Pour des militants révolutionnaires, la question se pose tout autrement. Pour lutter contre le pouvoir personnel, contre les « salats », il faut certes tout mettre en œuvre pour unir dans le combat la classe ouvrière, et non une élite ouvrière « idéale », mais celle qui existe aujourd'hui, avec ses oppositions, telles qu'elles sont. Mais ce n'est que sur la base d'une politique qui cette union peut se faire. La politique des « grandes » organisations ouvrières est allée, par son contenu de collaboration de classe, par son refus de l'action, à l'encontre de cette unité. Ce n'est qu'à partir d'une politique capable de mobiliser la classe ouvrière, c'est-à-dire répondant à ses aspirations que l'unité pourra se faire et la résistance contre l'offensive bourgeoise s'organiser.

Lutter pour l'unité, ce n'est pas capituler devant des politiques étrangères aux intérêts de la classe ouvrière, c'est défendre une politique de classe, claire, intransigeante, qui permet sur certains points vitaux, comme la défense des libertés démocratiques, l'unité.

F. FORGUE. (Suite page 4.)

Le devoir le plus urgent pour les révolutionnaires, nous le répétons, c'est, aujourd'hui, de serrier les coudes. Nous entrons dans une période hérissée de difficultés pour les travailleurs; une période où le « gouvernement fort » ne pourra apaiser, même momentanément, les contradictions internes profondes dont souffre le régime bourgeois qu'en en faisant porter tout le poids aux travailleurs.

Pour poursuivre la guerre en Algérie, pour payer les frais d'une politique extérieure de « grandeur », pour que l'économie française retardataire puisse supporter l'épreuve de la concurrence, dans le cadre du « Marché commun » européen comme sur l'arena mondiale, sans pourrir atteinte au profit capitaliste, il faudra faire durablement payer les pauvres. Tel est le rôle que doit inéluctablement assumer le gouvernement de Gaulle, parvenu au pouvoir grâce à la trahison de l'alle Mollet du P.S. et à la capitulation sans combat de la direction du P.C.F. C'est pourquoi ce gouvernement doit entreprendre, et à entrepris, l'affaiblissement,

la décomposition interne du mouvement ouvrier.

Ce ne sont pas de nouvelles coalitions avec des bourgeois réputés « libéraux » ou « républicains » qui nous tireront de l'impasse où nous a conduits une politique de collaboration avec ces mêmes fractions de la bourgeoisie.

Seule, une politique de classe, fondée sur la seule défense des intérêts des travailleurs dans l'indépendance à l'égard de tous les Etats et de tous les appareils bureaucratiques, permettra d'organiser la résistance ouvrière à l'offensive de la réaction, et de préparer une contre-offensive victorieuse. Seule, une organisation révolutionnaire solidement trempée, dont le programme reflète l'expérience d'un siècle de luttes ouvrières; une organisation au passé sans compromissions avec l'ennemi de classe bourgeois comme avec les bureaucraties du Kremlin, une organisation de militants aux mains propres, pourra résister à l'offensive réactionnaire, et préparer l'avenir.

Rejoins les rangs trotskystes !

BOURREAUX, VICTIMES ET COMPLICES

RAPELONS quelques faits: c'est l'agence russe Tass qui a diffusé la nouvelle, la radio hongroise n'a fait que la reprendre ensuite. On a attendu trois jours pour apprendre que le procureur général avait été Géza Szenasi. Répondant aux questions des journalistes, le personnage s'est permis

d'ironiser: « Le procès a eu lieu avant la sentence. S'il a indiqué, quatre jours après la nouvelle, le lieu où s'était déroulé le procès, il n'en a pas indiqué la date. Tout en affirmant que les « droits de la défense » avaient été respectés, il s'est bien gardé de citer les noms des défenseurs.

L'Humanité est fort discrète. Ainsi que le souligne La Verité, elle a, délibérément, censuré une importante partie du communiqué du ministère hongrois de la justice. Des déclarations du ministre Szenasi, elle ne cite que les affirmations

apocryphes quant à la régularité du jugement. Pour tous les travailleurs français, pour tous les démocrates français, en effet, le meurtre en lui-même, mais aussi la manière cynique et provocatrice dont il a été accompli et annoncé sont un sujet

d'indignation. Or L'Humanité, sur cette question, ne provoque pas, elle glisse sans appuyer.

C'est quand même l'assassinat de Nagy, la manière dont Nagy a été assassiné sont des événements qui ont un contexte et une signification précis. Ils s'inscrivent dans le cadre d'une crise extrêmement profonde et violente du système bureaucratique. Si Khrouchchev avait voulu assassiner Nagy avec un semblant de « garanties de justice », il eût hévié n'en eût pas, une date et des avocats-bidons à jeter en pâture aux propagandistes toujours prêts à admettre ces « raisons d'Etat ».

Il ne l'a pas fait, il n'a pas pris la peine de convoquer en instance judiciaire l'assassinat des révolutionnaires hongrois. Il permet à Szenasi et à ses sbires de planifier et d'ironiser. Ce n'est pas au hasard, Szenasi d'ailleurs l'a dit fort clairement: « Si le procès n'a été annoncé que lorsque les peines ont été appliquées, c'est que les faits accomplis ont un effet calmant sur le peuple. » On ne peut être plus clair: les circonstances qui entourent l'assassinat de Nagy et Maletier ne sont pas plus fortuites que le fait en lui-même. Il s'agissait, comme dit le Ric Szenasi, de « calmer le peuple », il s'agissait de produire un effet de terreur sur tous les opposants possibles.

(Suite page 3.) Pierre BRABANT.

Morale, efficacité et « opposants-bidon » du P.C.F.

La corde qui a rompu le cou de Nagy vient d'un nouveau de reposer le problème de la nature du stalinisme. Des tragédies sans nombre ont jalonné la route sanglante de la bureaucratie russe, depuis 1934-35, dans la lutte pour la défense de ses privilèges contre les aspirations révolutionnaires des masses. L'appareil international du Kremlin exerce la plus implacable répression contre-révolutionnaire dans l'espoir d'empêcher le prolétariat russe de reconquérir l'héritage usurpé de sa Révolution d'Octobre.

Devant les cadavres de Nagy et de ses compagnons, la meute des impérialistes de tout poil et de tout acabit, pour qui le sort d'un noir victime du Ku-Klux-Klan ou celui d'un fellogha torturé n'ont que l'importance d'un fait divers, protestent vertueusement. En fait, les exactions impérialistes représentent autant d'aïbils pour la bureaucratie du Kremlin et vice-versa. Les uns et les autres étaient une politique contre-révolutionnaire commune qui, emprisonnant le prolétariat dans une série de faux dilemmes, n'aboutit qu'à la démoralisation,

Autant que la guerre d'Algérie, la répression exercée par les bureaucraties russes contre les prolétaires hongrois a contribué à la victoire présente de la réaction en France.

Il y a un an et demi environ, un peu de temps après la révolution hongroise, le comité d'action des intellectuels contre la poursuite de la guerre en Afrique du Nord tenait une de ses dernières assemblées générales. Une première résolution, qui condamnait l'intervention russe en Hongrie, fut adoptée. Toute une série d'opposants du P.C.F., parmi lesquels Victor Leduc,

Henri Lefebvre, Hélène Parmelin, votèrent contre. Avec l'heroïsme qui les distingue, ils refusèrent de condamner ouvertement « leur » parti. De bonnes âmes furent et eurent de ce « sublime » sacrifice qu'après avoir voté cette résolution, elles contribuèrent à en faire repousser une deuxième, qui affirmait l'incompatibilité de principe entre une solidarité ouverte ou masquée avec les crimes de Khrouchchev et une lutte efficace contre la guerre d'Algérie. Les intellectuels révolutionnaires qui avaient proposé cette résolution estimaient en effet que la répression russe en Hongrie, démoralisant la classe ouvrière française, sapait ses possibilités d'action contre la guerre d'Algérie. Cette vérité n'a,

aujourd'hui, plus besoin d'être démontrée. Mais si le rejet de cette deuxième résolution eut pour effet d'émanciper le comité d'action des intellectuels vers une fin sans gloire, il revêtit également une certaine importance sur un autre plan. Il permit à tous ceux qui, gênés aux entournures, ne pouvaient pas ne pas voter la condamnation du Kremlin de ne pas rompre le contact avec l'appareil du P.C.F., complice de Khrouchchev. Très rapidement, le contact fut repris grâce à ces intermédiaires bénévoles qui sont ces « opposants-bidon », toujours prêts à chanter les

P. LAMBERT. (Suite page 2.)

COMMENT défendre les libertés démocratiques, lutter contre la dictature avec ceux qui, ailleurs, sont les ennemis de toute liberté? Comment lutter contre le fascisme avec ceux qui sont les fidèles alliés des assassins de Nagy? s'écrient certains, auxquels, symétriquement, d'autres répondent: « En France, devant le danger qui nous menace, il nous faut nous unir, il nous faut oublier Budapest pour faire face à Alger. » Les lecteurs de « France-Observateur » sont nombreux à soutenir ce point de vue; ainsi, dans le dernier numéro, l'un d'entre eux écrit: « On n'insiste jamais assez sur cette union avec le P.C., c'est un impératif catégorique. Et pourtant on continue d'abreuser ce parti de critiques, est-ce bien le moment...? Oubliez provisoirement Budapest... Alger vient de nous montrer comment une poignée de fascistes peut soulever l'enthousiasme d'une masse excédée. » Comme on peut le voir par cet extrait, il n'y a pas loin du silence complice (imposé par les événements, dit-on) à la justification, et

Bourreaux, victimes et complices

(Suite de la page 1)

ser du temps de Staline. Comme les « vieux bolcheviks », Rakj avait avoué. Nagy, Maléter n'ont pas avoué. Ils auraient pourtant sans doute eu bien des occasions. Si Géza Losonczy est mort « de maladie », au cours de l'instruction, lui qui avait été déjà si atrocement torturé sous Rakosi, ce n'est pas sans doute sans que les tortionnaires de Kadar y soient pour quelque chose. C'est en comptant sur les « aveux » de Maléter et sur son auto-critique que les gaëllers, les premiers temps de sa détention, avaient lancé le bruit de son évocation. Nagy et Maléter étaient des communistes; bien que le truc soit usé, il est été profitable à Moscou de les faire se salir eux-mêmes, se prêter d'épouvantes impérialistes, de la terre « avoués » leur conspiration. Il est probable que tout a été fait pour cela. Mais en vain. Nagy, Maléter, Gimes et Szilagyi n'ont pas avoué. Ils sont morts en communistes en révolutionnaires hongrois, comme mouront sur les potences ou dans les prisons les milliers de jeunes travailleurs, de combattants de la Liberté que la répression ne cesse de frapper depuis novembre 1956. Les bureaucrates avaient essayé de travestir la révolution des ouvriers hongrois et d'en faire une « contre-révolution » de bureaucrates et de horthystes. Ce sont les communistes et les ouvriers que l'on pend; les communistes que l'on pend n'avaient pas.

« révisionnistes hongrois ». Et maintenant, Nagy pendu comme « traître », c'est Tito qui est le complice du traître.

TITO EST COMPLICE, MÊME S'IL EST VICTIME

En réalité, Tito est bien complice. Non de Nagy, mais de Khrouchchev. Les pendants d'ouvriers révolutionnaires ne concevaient pas le mouchard; celle de Nagy, vis-à-vis de qui il avait engagé son autorité de chef de l'Etat et du Parti, le concerne. Tito et ses amis peuvent aujourd'hui dénoncer le crime. Ils ne peuvent empêcher qu'ils y ont pris part, par toute leur attitude, par toute leur politique depuis le 20^e Congrès. Jouant au plus fin avec Khrouchchev, Tito « négociait » la déstalinisation en douceur et dédaignant Gerce quand les travailleurs hongrois se soulevaient. A Pula, il dénonçait les staliniens, redonnant le blason de Khrouchchev dont les mains étaient rouges du sang de la répression. Kardelj, dans un remarquable discours, portait témoignage du caractère révolutionnaire et socialiste des Conseils Ouvriers hongrois, mais profitait de la circonstance pour faire l'apologie de la politique de Tito et du système du parti unique. La lutte héroïque des travailleurs hongrois était dans la bouche de Tito un argument, une monnaie pour la lutte et la ruse dans le cadre de l'appareil. Aujourd'hui encore, est-il possible de croire que le jugement et l'exécution de Nagy et Maléter n'aient pas constitué un enjeu dans la lutte entre Moscou et Belgrade? Est-il croyable que les Yougoslaves n'aient pas su que ce crime allait avoir lieu, qu'ils n'aient pas su qu'on les en menaçait? Ils ne l'ont pas dénoncé avant, parce qu'il aurait fallu, dans ce cas, en appeler à la conscience des masses, en appeler à l'initiative des travailleurs de tous les pays. Il eût pour cela fallu faire ce que Tito s'est toujours refusé à faire: rompre les règles du « jeu » entre bureaucrates, s'appuyer sur les masses, aider consciemment au mouvement des masses pour la destruction de l'appareil. Les protestations de Belgrade viennent bien tard: elles ne peuvent dissimuler la complicité de Tito dans ce crime. Et le crime ne paie pas. Malgré ses habiletés et ses concessions, malgré ses protestations d'amitié à Khrouchchev, malgré la trahison par Tito des révolutionnaires hongrois, Khrouchchev lui met aujourd'hui le couteau sur la gorge. Il le gifle avec l'assassinat de Nagy. Il reprend les accusations de Staline au temps du Kaminitov, et les accusations économiques. Non, décidément, le « réalisme » ne paie pas.

Le gérant: P. LAMBERT.

Imprimerie LEJEUNE 7, rue Victor-Hugo, 7 Montreuil

« Quand la Hongrie fut submergée par les tanks russes, "Tribune" écrivit: « La protestation doit venir de ceux dont les mains sont propres. » « Qu'aucune voix ne s'élève, cette semaine, du côté de ceux qui souhaitent voir les "Marines" régler l'avenir du Liban. Ou du côté de ceux qui peuvent trouver une excuse à ces « socialistes » qui ont voté pour un général porté au pouvoir par les tortionnaires d'Alger. « Ce n'est pas pour excuser l'hypocrisie nulle part dans le monde que Nagy et Maléter sont morts. » (« Tribune », hebdomadaire de la gauche socialiste anglaise.)

et à l'efficacité sont à la fois satisfaites — dans la voie de la collaboration désintéressée des opposants-hidons et des dirigeants de l'appareil contre les révolutionnaires.

Voici donc en pleine lumière le vrai visage de « l'opposition interne » au P.C.F., telle qu'en elle-même l'exclusion la change! Les trotskystes ont démontré que la « libération » de la bureaucratie était un mythe réactionnaire; ils ont expliqué inlassablement que ceux qui croyaient à l'auto-réforme de l'appareil (ceus la provision des masses, bien sûr), ou bien auraient des illusions et à l'aveuglement, des intérêts sociaux qu'il défend, ou bien participaient à une opération de camouflage pour la défense de l'appareil. Henri Lefebvre appartient manifestement à la seconde catégorie.

Pour les travailleurs, y compris les membres du P.C.F., il n'y a pas d'autre voie que celle de la rupture ouverte et définitive avec l'appareil, de la lutte, à l'exception des travailleurs hongrois, pour la destruction de l'appareil contre-révolutionnaire du Kremlin.

Par suite d'un incident technique, le n° 507 de « La Vérité » n'a pu être prêt en temps utile la semaine dernière. Nous nous en excusons auprès de nos lecteurs.

L'exiguïté de nos ressources nous oblige, comme chaque année, à réduire notre parution pendant la période des vacances. Le n° 508 de « La Vérité » paraîtra le jeudi 17 juillet. Le n° 509 paraîtra le jeudi 4 septembre. A cette date, nous reprendrons notre parution hebdomadaire.

Retenez dès maintenant les n° 508 et 509. Ou mieux, pour être sûr d'avoir toujours « La Vérité », abonnez-vous!

Khrouchchev expliquait à celui-ci les raisons de la campagne de défrichage des terres vierges qui battait alors son plein, particulièrement au Kazakhstan. Pour développer la culture intensive sur les anciennes terres, disait-il, il faut beaucoup d'engrais et, pour cela, construire beaucoup d'usines nouvelles.

Or, avouait-il: « TOUT CELA DEMANDE DU TEMPS, ET NOUS NE POUVONS PAS ATTENDRE. »

C'est avec la même angoisse, quoique mieux déguisée, que Khrouchchev s'adresse, dans sa lettre du 2 juin dernier, à Eisenhower, lorsqu'en lui proposant le développement du commerce entre les deux pays, il lui écrit: « L'Union Soviétique met sur pied actuellement un grand programme de développement de la production de biens de consommation courante... Pour accélérer sa réalisation, le gouvernement de l'Union Soviétique pourrait effectuer d'importants achats aux U.S.A. tant en équipement qu'en marchandises. De cette façon les U.S.A. vendraient leurs marchandises industrielles, gagneraient leurs portefeuilles de commandes et, par là même, accroîtraient l'activité économique de la population, et l'U.R.S.S., de son côté, pourrait réaliser plus rapidement son programme de production de biens nécessaires à sa population. »

Il n'y a pas de doute que cette proposition est loin d'être étrangère au désir exprimé par le Kremlin de voir se tenir rapidement une conférence au sommet.

LE RELEVEMENT DE L'AGRICULTURE

SANS compter les mesures spectaculaires prises par le Kremlin, au lendemain même de la mort de Staline, pour tenter de rattraper le retard de l'agriculture, les dirigeants soviétiques n'ont pas cessé, à l'occasion de chaque aggravation de la situation économique intérieure, de promouvoir d'autres mesures dans le même sens.

Au moment de l'exclusion du groupe "anti-parti" Malenkov, Molotov et Kaganovitch, Khrouchchev fit adopter, le 4 juillet 1957, un arrêté supprimant les livraisons obligatoires à l'Etat des produits provenant des parcelles appartenant aux kolchoziers.

Puis est venue, en février de cette année, la décision de dissoudre les M.T.S. (stations de machines et de tracteurs).

Il y a quelques jours enfin le Plenum du C.C., réuni les 17 et 18 juin, annonçait la suppression des livraisons obligatoires à l'Etat et l'achat direct aux kolchozes des produits agricoles.

Ces concessions successives au village kolchozien ont pour but de provoquer un intérêt des paysans au relèvement de l'agriculture par l'octroi d'une autonomie de plus en plus large aux exploitations collectives que sont les kolchozes.

Par rapport à la gestion de l'agriculture kolchozienne menée, hier encore, par les M.T.S. « POINTS D'APPUI DE L'ETAT SOCIALISTE AU VILLAGE », la nouvelle organisation est une décentralisation encore plus poussée que ne l'a été la division de l'industrie en régions économiques.

Desormais, les bureaucrates dirigent les kolchozes et, en particulier, leurs présidents, deviennent les responsables véritables de l'économie agricole. Cette situation appelée de Moscou encore plus, peut-être, que la division de l'industrie en « CONSEILS DE L'ECONOMIE NATIONALE », un contrôle central accru ou travers de l'organe politique d'oppression des masses par les privilèges du régime qu'est le Parti Communiste de l'U.R.S.S.

Khrouchchev a promis aux travailleurs soviétiques de rattraper très rapidement les U.S.A. quant à la production de beurre, de viande et de lait, par fête d'habitant. Pour lui et la caste qu'il représente, il s'agit là d'une question de vie ou de mort.

(Suite page 4.)

OU ET LES MASSES

INDUSTRIE ET L'AGRICULTURE AUGMENTENT LA PRODUCTION DE MARCHANDISES DESTINEES A LA POPULATION. PRESENTEMENT LE P.C. SE POSE LA TACHE DEVELOPPER DANS LES 5 A 6 PROCHAINES ANNEES PRODUCTION DES PRINCIPAUX BIENS DE CONSOMMATION DE FACON QU'ELLE REponde ENTIEREMENT AUX EXIGENCES DE LA POPULATION.

A cette réaffirmation solennelle, en un pareil moment, de développement de la production des biens de consommation, ce n'est pas la « THÉORIE » la primauté qui est toujours accordée à l'industrie lourde, il y a lieu d'ajouter qu'en même temps le gouvernement soviétique annonçait la parution de nouveaux codes pénal, promis depuis 5 ans et toujours retardés dans lequel, en particulier, il est mis fin à la théorie de Vychinski utilisée de tous les grands de Moscou, selon laquelle l'aveu « l'instruction de son crime » considéré comme une preuve suffisante de culpabilité.

Il ne faut pas oublier enfin les mesures « SOCIALES » récentes: généralisation de la journée de travail de huit heures à toute l'industrie lourde, ainsi que la révision des salaires. Et même la réhabilitation d'un certain nombre de musiciens.

Toutes ces « BONNES INTENTIONS » de la bureaucratie sont l'indice sûr de la pression constante des masses soviétiques sur les dirigeants du Kremlin en vue de les contraindre à élargir sans cesse les mesures en faveur du peuple et de la liberté.

LA CRISE ECONOMIQUE

DES dépenses énormes provoquées par les mesures « sociales » que la bureaucratie se voit ainsi obligée de prendre pour tenter de calmer les sentiments revendicatifs des masses travailleuses, jointes à la carence des dirigeants dans la gestion de l'économie, ont déséquilibré complètement les plans établis jusqu'à faire éclater le 6^e plan quinquennal adopté au 20^e Congrès à réduire, par conséquent, les investissements envisagés. Pour essayer de résoudre cette grave difficulté sans créer d'ailleurs aux privilèges de la caste dirigeante, Khrouchchev fit adopter, l'année dernière, une décentralisation de l'économie. Cette mesure avait pour but d'inventorier au maximum les possibilités locales, de réduire le gaspillage, de drainer de nouveaux capitaux lus que jamais nécessaires à la continuation de la politique post-stalinienne.

La réussite de cette tentative était d'autant plus impérieuse qu'il n'était plus possible de réduire davantage les rythmes de progression de l'économie. Relâcher la cadence des investissements, c'était renoncer, en fin de compte, à tenir les engagements pris, aussi bien envers certaines démocraties populaires qu'envers les pays sous-développés. C'était, en définitive, courir le risque de leur faillite et de déposer son bilan.

Aussi ne restait-il à l'oligarchie du Kremlin que deux possibilités pour satisfaire les exigences des masses soviétiques en biens de consommation courante:

S'adresser aux U.S.A. pour développer le commerce avec l'impérialisme et se procurer rapidement des marchandises et les équipements nécessaires à la mise sur pied accélérée d'une industrie légère importante qui manque à l'U.R.S.S.

Intéresser une fois de plus les paysans au relèvement rapide de l'agriculture par de nouvelles concessions aux kolchoziers

APPEL AUX U.S.A.

CORDANT une interview, le 24 décembre 1954, à un savant anglais, lauréat d'un prix Staline,

